



Humanitarisme et bonne conscience

Entretien avec Rony Brauman, Yves MEAUDRE, François JEAN,
paru dans Catholica N° 36, février 1993

© Catholica, tout droit de reproduction réservés.
<http://www.catholica.presse.fr/>

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

Humanitarisme et bonne conscience

Le secours aux victimes des catastrophes naturelles ou des guerres de toutes sortes constitue un devoir pour tout être civilisé. Seulement le bon Samaritain ne choisit ni le moment de son intervention, ni la personne qu'il secourt spontanément : c'est Dieu qui dans sa providence lui assigne son office. De plus, il ne pense pas à lui-même : il se dévoue sans compter, il n'a en vue que le bien de son prochain qu'il aime parce que Dieu l'aime. Il n'en va pas de même des interventions diplomatiques ou militaires ne relevant pas d'alliances clairement définies, mais placées sous le seul justificatif de l'humanitarisme. On y conjugue les deux poids, deux mesures et la représentation tapageuse que la sophistication des médias permet de porter à son maximum dans l'état actuel des moyens disponibles. Beaucoup de ceux qui se sont dévoués, depuis des années, à des actions effectives dans diverses parties du monde ont déjà souligné les ambiguïtés de leurs missions (notamment Esmeralda Lucioli et Béatrice Sénemaud : cf. "Le mutisme du témoin", entretiens dans *Catholica*, avril-mai 1989, pp. 54-61). Depuis deux ans environ, la question passe d'un plan purement non gouvernemental à un autre, nettement politique, étatique, diplomatique et militaire. L'intervention armée en Irak et en Somalie, l'abandon du Liban à l'impérialisme syrien, le flot de paroles et l'inertie pratique des "Occidentaux" (Américains et supplétifs) dans l'ex-Yougoslavie et le silence total des mêmes devant le génocide du Sud-Soudan ont créé une situation nouvelle. Une publication aussi peu déstabilisatrice des grands équilibres établis que *Le Monde des Débats* peut faire paraître un numéro (janvier 1993) titrant en première page sur "L'alibi humanitaire". Quelque chose s'est donc brisé dans la version officielle, désormais difficile à faire avaler telle quelle, sinon au grand public, toujours soumis au matraquage d'une propagande univoque, du moins à une certaine catégorie de personnes ayant à un titre ou un autre une responsabilité dans les matières concernées. A terme, ce clivage provoquera sans doute d'amers retours de flamme (et sous cet angle, la politique internationale des puissants du jour peut être jugée particulièrement irresponsable).

Nous avons interrogé Rony Brauman, président de *Médecins sans frontières*, puis Yves Meaudre, directeur des *Enfants du Mékong*, enfin François Jean, autre collaborateur de *Médecins sans Frontière*, qui a dirigé avec R. Brauman la rédaction du livre collectif *Populations en danger* (Hachette, novembre 1992), spécialement attentif au cas du Sud-Soudan.

Rony Brauman

CATHOLICA — Avec les événements récents de l'ancienne Yougoslavie ou de Somalie, on se rend compte que ce qu'il est convenu d'appeler l'humanitaire prend une place de plus en plus importante dans le discours politique. Comment expliquer cette situation ? A quelle conception de l'humanitaire a-t-on affaire ?

Rony BRAUMAN — Dans la tradition politique postrévolutionnaire, l'humanitaire comme adjectif du substantif humanité est conçu comme l'incarnation des vertus que sont la philanthropie, la pitié ou la compassion. L'humanitaire s'entend alors comme humanisme. Le phénomène nouveau de ces dernières années est l'utilisation de l'action humanitaire comme ressource du politique. Les années 1980 sont des années de basses eaux politiques et de reflux idéologique. On se méfie de plus en plus de toute forme d'engagement dans la mesure où par le passé cela a été trop trompeur et trop chargé d'illusions. Doutant de ses capacités à transformer le monde pour le rendre meilleur, le politique préfère alors se réfugier dans la passivité. Dans cet espace public abandonné à la friche, l'action humanitaire trouve un terreau tout à fait

favorable. A défaut d'autre chose, elle permet à la société de se reconnaître dans un projet collectif et de se tendre un miroir rassurant dans lequel elle peut voir un visage généreux et - humain.

Comment expliquer cette tension entre d'une part la passivité politique et d'autre part l'activisme humanitaire ?

Je pense que nous avons affaire à une hypertrophie du discours sur les droits de l'homme. Cette idéologie " droits de l'homme " insiste énormément sur l'individu concret et ses droits mais elle oublie complètement les communautés dans lesquelles il s'insère. D'un côté, il y a dilatation du discours sur l'homme pris isolément, de l'autre il y a rétraction de ce discours quand il s'agit d'une communauté humaine qui est agressée et dont les droits sont bafoués. Entre l'individu concret et l'humanité générique, tout se passe comme s'il n'y avait pas de place pour des groupes humains intermédiaires. Paradoxalement, on en arrive donc à laisser agir l'agresseur dans son œuvre génocidaire alors que par ailleurs on déploie les plus grands efforts pour soigner les individus victimes de ce même génocide. Dans le cas yougoslave, le comble de l'action humanitaire serait maintenant dans un ultime souci d'accompagner l'homme agonisant, de se mettre à prendre en charge la gestion des inhumations des victimes bosniaques.

On pourrait cependant objecter que par rapport à un ordre ancien où chacun était le maître dans son camp et où personne n'allait mettre le nez dans les affaires de l'autre, l'intrusion du discours humanitaire peut être saluée de manière positive dans la mesure où cela signifie que l'on commence à se préoccuper des problèmes d'autrui...

Je ne crois pas. Les événements nous montrent d'ailleurs que les rapports entre Etats sont marqués par la gestion des rapports de force et des intérêts propres, l'humanitaire permettant de camoufler l'impuissance étatique plutôt que ne traduisant une véritable volonté politique. Autrement dit, je vois plutôt cela sur le mode de la duplicité plutôt que sur celui de l'action réelle. Or il me semble qu'il existe une autre conception de la politique et que celle-ci ne se réduit pas à la seule gestion au jour le jour des intérêts collectifs. On peut avoir une vision plus ou moins généreuse, mais lorsqu'on met l'humanitaire au sommet de la hiérarchie politique, on est dans le double discours et là je ne crois pas qu'il faille se féliciter de cette évolution.

Vous dénoncez donc une certaine forme d'hypocrisie. D'un côté, on dit incarner des valeurs comme celle du devoir d'assistance, mais de l'autre on s'aperçoit que la pratique politique en matière de rapports internationaux continue d'être empreinte du machiavélisme le plus - grossier.

Je le vois exactement comme cela. N'allons surtout pas imaginer que l'humanitaire inspire les politiques internationales. Après avoir annoncé, par de vertueuses proclamations sur le nouvel ordre mondial, qu'une nouvelle barbarie ne pourrait se propager en toute impunité — parce que le droit international et la morale mondiale, sans en interdire la naissance, en freineraient le développement — on s'aperçoit qu'au Soudan les entreprises génocidaires suivent leur cours, que la purification ethnique et la politique de Reich s'étend dans l'ex-Yougoslavie sans que l'on ait d'autre réponse que l'envoi de médicaments ou de sacs de grain. Tout cela n'est malheureusement que l'aveu d'une absence totale de volonté de mettre un terme à ce genre de - processus.

Comment expliquer une telle impuissance ? Il est vrai qu'avec la chute du bloc communiste, nous sommes brusquement passés d'un monde bipolaire où l'autre nous était plus ou moins

caché à un monde plus complexe où la misère de l'autre s'étale quotidiennement sur les petits écrans. Devant cette complexification brutale du réel, les gouvernements ne sont-ils pas d'une certaine manière démunis ?

Il est vrai que nos sociétés sont terriblement complexes et que cette complexité va croissante. Il n'en reste pas moins qu'un aspect essentiel de l'action politique est de prendre en compte cette complexité. Or c'est plutôt l'incapacité d'appréhender les enjeux et de décrypter les situations qui domine. Dans le cas yougoslave, le brouillard est absolu : incapable de comprendre la guerre des autres, celle-ci devient alors le mal absolu. C'est la " nuit ethnique " dont nous entendons si souvent parler. Nous savons que des gens se battent mais les raisons de ce combat nous sont complètement étrangères. Sans raison d'être, la guerre est alors assimilée au mal, ceux qui se battent en étant les représentants et ceux qui ne se battent pas se transformant automatiquement en représentants du bien. Il y a une indifférenciation générale et une incapacité d'appréhender les raisons du conflit. Dans ce contexte, il devient de plus en plus difficile de voir autre chose qu'une sorte de division abstraite entre le bien et le mal, entre ce qu'il faut défendre et ce qu'il faut condamner. Nous sommes ici en présence d'une conception totalement infrapolitique puisque l'objet de la politique est notamment de séparer ce qui est juste de ce qui est injuste.

Par ailleurs, la Bosnie est un petit pays sans enjeux et sans richesses. C'est une région qui réunit tous les grands clivages qui ont traversé l'Europe. Point de passage entre l'Europe et l'Asie, entre la chrétienté romaine, la chrétienté orthodoxe et l'Islam, entre l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman, c'est vraiment une zone de fractures à tous points de vue. Si d'un côté elle peut fasciner, de l'autre elle peut engendrer une certaine crainte. De peur d'avoir à prendre parti, on préfère alors s'abriter derrière la routine, l'histoire ou la complexité. En plus, ce sont nos amis historiques qui sont en position d'agresseur. Il est important de se rendre compte dès maintenant quelle symbolique véhicule cette politique de non-intervention façon Chamberlain. Le message est très clair : " Massacrez et déportez à votre guise. La seule chose que l'on vous demande, c'est de nous laisser ramasser en paix les débris de vos massacres ".

A considérer les enjeux, l'affaire du Golfe apparaît sous un jour très différent. On retrouve malgré tout le même genre de logique. Quand Saddam Hussein a attaqué l'Iran, c'était lui l'agresseur mais c'était aussi notre ami, un ami dont on se disputait les faveurs et avec lequel on surenchérisait en offres commerciales et en crédits sans espoir de remboursement. Entre les Américains, les Russes ou les Français, Saddam Hussein n'avait vraiment que l'embaras du choix pour s'approvisionner en armes : tout le monde était à ses pieds. Mais en envahissant le Koweït, deux jours ont suffi pour faire de lui la figure emblématique du mal, le grand Satan. On est alors brusquement passé de l'amitié et du soutien ouvert à la lutte quasi métaphysique entre les forces du bien et celles du mal. Les Américains qui représentaient à eux seuls 90 % de la coalition avaient à l'époque un discours extrêmement religieux où Dieu qui était à leurs côtés leur commandait la croisade pour bouter l'ennemi irakien hors du territoire koweïtien. Avec l'Iran et Israël, l'Amérique est la seule vraie théocratie dans le monde.

Dans le cas yougoslave, il est clair que la réaction n'a pas été aussi rapide. Les Européens étant divisés, l'attentisme s'est rapidement imposé comme règle, personne ne souhaitant intervenir. Puis au fur et à mesure que le temps est passé et que l'on a continué à ne rien faire, la conviction s'est faite de plus en plus forte que la meilleure solution était que les Serbes finissent leur travail au plus vite et qu'ainsi on aboutisse à la paix par défaut de combattants. On est ainsi passé de l'impuissance — par non-appréhension des enjeux, par désintérêt — à un cynisme sordide qui envisage l'anéantissement du plus faible comme l'aube de la paix.

Je suis convaincu que c'est exactement le calcul du gouvernement français. En France, on a été beaucoup plus hypocrite, beaucoup plus casuiste — finalement très “ droits de l'homme ” — que ne l'ont été les Anglais. Ceux-ci sont plus cyniques, plus “ réalistes ” ; ils affrontent la réalité politique de manière plus cohérente. Nous avons besoin au contraire d'un habillage de vertu et les droits de l'homme ont joué ici comme l'alibi idéal de la politique de non-intervention. Invoquer les droits de l'homme est d'ailleurs bien pratique quand on peut les manipuler à volonté. Cette plasticité des droits de l'homme est redoutable. Bien qu'ils continuent à être invoqués comme valeur centrale de notre civilisation, ils ne peuvent cependant constituer une représentation du monde s'ils permettent de faire tout et le contraire de tout. Au nom des droits de l'homme, on intervient ou au contraire on s'abstient, on s'indigne ou au contraire on se tait : tout devient indifférent. Oui, je pense que la politique française est inspirée par des considérations qui sont exactement celles-là : que les Serbes terminent vite leur sale besogne, un minimum de décence humanitariste exigeant parallèlement que l'on soit là pour panser quelques plaies et abriter quelques réfugiés.

Quand on fait l'analogie avec d'autres situations — je pense par exemple au Liban où il y a eu intervention militaire française, puis retrait, puis action humanitaire — on a l'impression que lorsque le rapport de forces le permet, on agit politiquement et militairement, mais qu'à partir du moment où celui-ci s'inverse et que l'agresseur devient le maître, le désengagement s'amorce pour se faire petit à petit alignement sur le plus fort, l'humanitaire servant alors d'alibi pour se donner bonne conscience durant la phase de transition.

Dans le cas du Liban, il n'y a jamais eu aucun besoin humanitaire en dehors des périodes de violence paroxystique comme lors de l'offensive israélienne. Les structures médicales existent et permettent en situation normale de répondre aux besoins. J'étais au Liban lorsque le navire La Rance est venu évacuer les fameux cent “ blessés ” et cet épisode reste pour moi un souvenir consternant. C'était en 1989 au moment où la Syrie qui pilonnait le réduit chrétien abordait la phase de digestion terminale du Liban. Les chrétiens évidemment ripostaient, ce qui occasionnait des dégâts dans le camp musulman. Sur ces entrefaites, la France décide d'intervenir et mandate Kouchner comme représentant officiel. Après avoir pris connaissance sur place de la situation, la seule chose qu'il décide, c'est de faire venir l'avis La Rance, de le travestir en hôpital flottant et d'évacuer cent blessés qui ne sont pas plus blessés que vous et moi. Il s'agissait en fait de malades chroniques, de diabétiques ou de cancéreux en phase métastatique. Mais on prend cependant bien soin de choisir cinquante chrétiens et cinquante musulmans : c'est tout bonnement la politique des quotas avec toute sa valeur symbolique pour montrer l'absence de prise de parti. Mais dans tout cela, il n'était absolument plus question des Syriens : on pouvait même arriver à se demander ce qui se passait réellement. Dans cette affaire, la France a ravalé son engagement à celui d'une petite association humanitaire sans grands moyens, jetant un voile sur ce qui se déroulait au Liban, à savoir l'élimination du dernier pôle de résistance nationale et l'annexion qui s'en est suivi par la Syrie. Ce sont ensuite les élections dans le cadre des accords de Taëf et sous l'ombre des chars syriens, la Communauté européenne et la France appelant de manière urgente à la tenue de celles-ci. Tout valait mieux alors que la guerre. On avait affaire au pacifisme le plus bêlant et le plus munichois. La fiction d'un Liban indépendant, démocratique et pacifié était enfin devenue possible et c'était la seule chose qui importait. Voilà comment dans une action pseudo-humanitaire — parce qu'on n'a en fait aidé personne — et que je qualifierais volontiers de music-hall infrapolitique, on a réussi à jouer le jeu du plus fort et uniquement le jeu du plus fort. Finalement l'humanitaire sert à être du côté du manche sans le dire. Et là je persiste et signe à dire que l'humanitaire est l'habillage moderne de la lâcheté, la lâcheté ne consistant

même pas dans l'abstention mais dans l'asservissement au plus fort.

Yves Meaudre

CATHOLICA — *Partagez-vous la critique adressée par Rony Brauman à ce qu'est devenue l'action humanitaire ?*

Yves MEAUDRE — *Je rejoins tout à fait Rony Brauman quand il explique que l'humanitaire ne sert malheureusement que d'alibi à l'impuissance. Nous le voyons bien dans l'affaire yougoslave avec le voyage de François Mitterrand à Sarajevo. Cela demande certes un certain courage alors que le monde entier se désintéresse totalement de cette guerre mais quêter un couloir humanitaire servant en définitive de caution à ceux qui tuent et massacrent de chaque côté du corridor ne constitue en aucun cas un acte politique digne de ce qu'a pu être la France. La France peut certes se vanter en disant : " Regardez comment nous réussissons à faire venir la nourriture, les couvertures et les médicaments " mais c'est pour mieux se laver les mains de toutes les actions et exactions qui sont menées par la Serbie dans son entreprise de purification ethnique. Le chef d'Etat disparaît derrière le VRP humanitaire, l'humanitaire lui-même perdant toute sa raison d'être. Un chef d'Etat ne devrait d'ailleurs jamais avoir recours à l'action humanitaire dans la mesure où il aurait utilisé auparavant une politique étrangère pour prévenir le pire. En Yougoslavie par exemple, on sait pertinemment que si la réaction avait été plus rapide, la guerre n'aurait jamais eu lieu ni au pire, pris l'ampleur qu'on lui connaît aujourd'hui. C'est justement parce que le politique fait défaut que le recours à l'humanitaire étatique apparaît comme la panacée pour se donner bonne conscience. L'humanitaire comme forme unique de politique étrangère, c'est considérer que la seule finalité d'une nation, est d'éteindre les incendies. On ne saurait bâtir une politique étrangère sur le développement des casernes de - pompiers.*

L'action humanitaire peut être également foncièrement viciée par l'idée de l'homme qui la soutient.

Vous voulez dire que l'humanisme sous-jacent à l'humanitaire manque lui-même de netteté ?

Quand on regarde l'activité d'organismes internationaux comme l'OMS ou l'UNESCO auprès des femmes ou des enfants — que ce soient les programmes sanitaires, scolaires ou plus généralement l'aide au développement — on s'aperçoit que celle-ci est empreinte d'idéologie malthusienne, l'humanitarisme affiché n'étant qu'un masque pour l'égoïsme le plus froid. Aux Enfants du Mékong, nous voyons les choses tout à fait différemment et nous ne partons pas en croisade pour briser les courbes démographiques du tiers monde. Chaque individu est pour nous une personne qui compte. Quand on rencontre une femme qui attend un enfant, notre rôle n'est pas de la convaincre d'avorter mais de l'aider en lui donnant les moyens d'assumer l'éducation et le développement de sa famille, si nombreuse soit-elle. Au contraire dans l'univers idéologique de beaucoup d'organismes internationaux, les famines sont considérées comme utiles dans la mesure où elles permettent d'éliminer les membres surnuméraires d'une population. On conçoit également qu'une guerre partiellement maîtrisée soit mise sur pied pour diminuer voire endiguer la population. La personne disparaît ici au profit d'une conception de l'homme comme matériau subordonné à une volonté de construire un monde à sa convenance. Je me rappellerai toujours cette discussion que j'ai eue avec un responsable de l'ONU à la frontière cambodgienne. Ce fonctionnaire était jeune, il devait avoir une trentaine d'années. C'était l'époque où le nombre de réfugiés s'entassant dans les camps thaïlandais n'arrêtait pas d'augmenter, la communauté internationale renâclant de plus en plus à prendre en charge cette masse grandissante de

personnes qui fuyaient leur pays. Cette situation empoisonnait les rapports entre Américains et Thaïlandais, ces derniers refusant de supporter seuls le poids de ces populations — la Thaïlande ne les acceptait, précisons-le, que dans la mesure où des pays tiers s'engageraient à les accueillir définitivement. La Communauté internationale diminuant ses opérations et ses aides, la Thaïlande a voulu évacuer le problème. Comme elle avait partie liée dans cette affaire avec les Etats-Unis, il fut décidé de concert de renvoyer les réfugiés dans leur pays. Le fonctionnaire onusien se fit donc la voix de son maître et m'expliqua qu'il fallait vider les camps car cela ne pouvait plus durer. Selon lui, il fallait renvoyer les gens de gré ou de force même si cela ne leur convenait pas. Je tentais alors de lui expliquer que les conditions d'accueil de ces populations n'étaient absolument pas réunies dans la mesure où, sur le chemin traversé, le minage des terrains était tel, notamment aux alentours des points d'eau, que l'on estimait en général à neuf ou dix millions le nombre de mines de type antipersonnel. Dans la partie nord du Cambodge où je me trouvais l'année dernière, j'étais réveillé toutes les vingt minutes par des explosions de mines dues à des passages d'animaux. Exactement 50 personnes sautent par jour sur les mines. Sur les 50, 80 % ont moins de 12 ans. Le responsable de l'ONU était tout aussi conscient que moi de cette situation : dans sa manie technocratique de donner des chiffres, il avait même réussi à estimer entre vingt et trente le nombre d'enfants qui sauteraient mensuellement sur les mines : " Vous les renvoyez tout de même " lui demandai-je alors ? " Il le faut bien, il n'y a pas d'autres solutions " me répondit-il. Ce fonctionnaire était en fait plus coupable que ne l'étaient les policiers qui amenèrent les enfants au Vel d'Hiv car ils ne savaient pas ce qui allait arriver alors que le fonctionnaire avait déjà fait la comptabilité du nombre de morts et des blessés qui résulteraient de refoulements.

Ce qu'il manque à l'humanitaire pour être vraiment humain, c'est en définitive la charité : elle est le seul motif par lequel on aide l'homme non pour se valoriser mais parce qu'il représente Notre Seigneur. A partir du moment où l'on voit dans le pauvre son propre maître, alors tout reprend sa place normalement. Au contraire, quand le politique s'empare de l'humanitaire pour trouver un alibi à sa carence, alors l'humanitaire est dévoyé et c'est la lâcheté qui l'emporte. L'on réduit les plus malheureux à une logique de pouvoir et de valorisation des plus riches. On a atteint l'odieux qui n'a pas de précédent.

François Jean

CATHOLICA — La Somalie et la Bosnie font monter en flèche l'audimat, le temps d'une soirée, mais pas le Soudan. Ne s'y passerait-il rien de notable ?

François JEAN — Le pays est à nouveau dévasté par la guerre depuis 1983. Le Soudan a en effet connu une succession de guerres toutes liées au profond clivage ethnique, religieux et historique qui sépare le Nord arabo-musulman du Sud négro-africain et majoritairement chrétien ou animiste. Le Sud a toujours été défavorisé sur le plan économique faisant l'objet de surcroît d'une certaine forme de pillage par des gens du Nord peu soucieux de partager. La première guerre a démarré avant même l'indépendance du pays en 1955 et elle a duré jusqu'en 1972, année de la signature des accords d'Addis Abeba. Il y eut ensuite une période d'accalmie mais elle fut relativement courte puisque les combats reprurent dès 1983 pour gagner depuis peu une telle intensité que l'on peut désormais légitimement se demander s'il ne s'agit pas d'un véritable génocide. On estime le nombre de victimes à environ 10 % de la population du Sud, soit à peu près six cent mille personnes sur six millions. Cette guerre extrêmement cruelle a connu trois grandes périodes. La première est celle d'un conflit " normal " même si celui-ci a entraîné de grands déplacements de population. La deuxième période dite " démocratique " coïncide avec

l'arrivée au pouvoir de Sadek El Mahdi. Le nouveau régime met alors en œuvre une stratégie consistant à utiliser les antagonismes ethniques et pour cela commence à armer des milices tribales. Entre les groupes de pasteurs du Nord et du Sud, il y a toujours eu des frictions qui se manifestaient par des razzias et des vols de bétail. Le régime a délibérément exacerbé ces antagonismes, armant notamment un groupe de nomades islamisés appelés “ Baggaras ”, pour combattre les gens du Sud censés être — ce qui n'est d'ailleurs pas complètement faux — les soutiens de la Sudanese People's Liberation Army (SPLA), créée en 1983 par John Garang, à l'époque officier de l'armée soudanaise. Cette période a donc été marquée par des massacres de grande ampleur dont personne n'a jamais eu vraiment connaissance dans la mesure où ils se déroulaient dans une région difficile d'accès. A ces massacres, il ne faut pas oublier de rajouter la très grave famine qui suivit la sécheresse de 1988 dont à la différence de l'Ethiopie jamais personne n'a parlé. 1989 marque un nouveau tournant avec l'arrivée au pouvoir du Front National Islamique qui prend tout le monde au dépourvu. Les Egyptiens avaient d'ailleurs salué ce changement avec une certaine satisfaction, pensant que le nouveau régime serait prêt à discuter et à négocier pour trouver une solution au conflit. La réalité était cependant tout autre et il s'agissait tout simplement d'une prise de pouvoir par les islamistes menés par Hassan Tourabi. L'utilisation des milices tribales mises en place sous le précédent régime, bien loin d'être abandonnée, a été au contraire généralisée. De plus on assista alors à la mise en place d'une politique de déportation massive visant à transformer les équilibres ethniques et religieux du pays. Plus d'un million et demi de personnes qui fuyaient la guerre dans le Sud étaient venues s'agglutiner à la périphérie de Khartoum pour trouver un peu de sécurité et quelques moyens de subsistance. Sous prétexte de planification urbaine et de préservation de l'environnement, le gouvernement s'attaqua aux bidonvilles, les rasa au bulldozer et transféra de force dans le désert la population ainsi délogée qui se trouva alors à la merci des organisations islamistes seules autorisées à travailler dans les nouveaux camps. Pour la petite histoire, il faut savoir que l'un des maîtres d'œuvre de cette politique fut couronné dernièrement à l'occasion de la réunion de Rio. (On l'a vu aussi en 1988 lors de la grande famine au Soudan ; l'opinion s'est beaucoup plus mobilisée autour de trois baleines prises dans la glace qu'autour de centaines de milliers de personnes qui mouraient au Sud-Soudan). Par ailleurs on observe également des déplacements massifs entre le Nord et le Sud et particulièrement dans le Sud Kordofan. Dans la mesure où le Soudan est très difficile d'accès, vérifier les informations n'est pas toujours aisé mais on a maintenant la certitude que ces déplacements, loin d'être seulement liés à la guerre, s'inscrivent dans le cadre d'une planification d'ensemble.

Quelles sont les grandes caractéristiques du régime actuel ?

Le régime prétend réapprendre l'Islam à tout le monde. Dans un pays auparavant articulé autour des grandes confréries, il veut se débarrasser de toute forme de religion populaire, en revenant au texte et à la loi d'un Islam revu et corrigé par l'idéologie islamiste. Cependant, dans la mesure où il se préoccupe du développement économique et technique du pays, il peut apparaître à l'extérieur comme un pays moderne ou moderniste. Les spécialistes du Soudan entretiennent ainsi une relation très ambiguë vis-à-vis du régime. En tant qu'experts, ils ne veulent pas perdre leur accès au terrain et sont prêts à se taire pour continuer leurs recherches. Le régime exerce également une certaine fascination, notamment sous l'angle du discours qu'il tient au sujet de l'efficacité économique : pour justifier le pouvoir en place, on vous explique que les trains arrivent à l'heure, vieil argument utilisé en son temps par les admirateurs de Mussolini... Pour ma part, je ne peux pas m'empêcher d'ajouter : “ Ils arrivent certes à l'heure, mais remplis de déportés ”. L'aspect idéologique est donc très fort et la répression touche tout le monde, même

les musulmans. A Darfour, dans l'ouest soudanais, s'est produit récemment un soulèvement qui a renforcé les craintes du gouvernement de voir une généralisation des troubles parmi les Noirs et notamment les Noirs islamisés. La répression a été terrible. Il y a une énorme crainte du gouvernement que la SPLA ne fasse son nid dans ces populations musulmanes. Par ailleurs, il y a une volonté délibérée du gouvernement de Khartoum d'empêcher toute aide aux populations menacées. Les fonctionnaires de l'ONU se font ainsi mener en bateau de manière permanente : ils sont sans cesse suspendus à une autorisation de vol ou de déplacement. Les obstacles administratifs et bureaucratiques sont tels qu'ils réduisent à l'impuissance toute volonté d'aider les populations.

Après ce que vous avez dit, comment peut-on expliquer le désintérêt général pour la question - soudanaise ?

L'une des raisons est certainement l'opacité qu'entretient le régime de Khartoum. On a affaire à une véritable chape de plomb. Personne ne sait ce qui se passe car personne n'a accès aux populations les plus menacées. Tout ce que l'on sait c'est qu'il y a des déplacements massifs de population, qu'il y a des déportations forcées et que des centaines de milliers de personnes sont menacées par la famine. La visibilité médiatique est importante pour qu'une prise de conscience s'opère dans l'opinion, mais dans le cas du Soudan, on a vraiment l'impression d'un désintérêt et, surtout, d'une volonté délibérée de cacher la gravité de la situation.

Propos recueillis par Stéphane de Petiville
© catholica 1993